

*Les subsides*

notre principal débouché, les Canadiens seront les premiers à en subir les conséquences, à cause d'une économie trop spécialisée, d'une économie qu'ils ne possèdent ni ne contrôlent. Oui, nous serons les premiers à être touchés.

Ainsi, monsieur l'Orateur, de profonds changements structurels s'imposent dans notre économie. Nous pouvons même faire encore mieux; nous pouvons faire comme les Japonais, les Allemands et les Français après la Deuxième Grande Guerre. Nous pouvons bâtir un pays où les Canadiens auraient du travail, un pays qui aurait suffisamment d'argent, de sécurité et de moyens de production pour habiller, loger et veiller au bien-être de tous ses citoyens. Nous pourrions bâtir notre avenir grâce à nos énormes ressources naturelles, si seulement nous décidions de transformer et de raffiner une plus grande partie de nos matières premières avant qu'elles ne quittent le pays, monsieur l'Orateur, ce que nous pourrions faire. Nous pourrions faire du Canada un grand pays si nous décidions de favoriser les secteurs de la fabrication et de la transformation.

**M. Wilson:** Je ne puis retenir mes larmes.

**M. Nystrom:** Le critique financier officiel du Parti conservateur vient de m'interrompre. J'ignore s'il faisait partie du Comité spécial sur une Société nationale de commerce...

**M. Wilson:** Pas moi.

**M. Nystrom:** ... mais moi j'en faisais partie, et voici ce que dit le rapport au sujet de la fabrication:

Le comité estime qu'il existe au pays, pour des exportations additionnelles de produits manufacturés et de projets de biens d'équipement, un potentiel de l'ordre de 10 à 14 milliards de dollars, ce qui pourrait représenter une augmentation de 15 pour cent par rapport à notre niveau d'exportation actuel. Il semble que les exportateurs susceptibles d'améliorer leur performance à l'exportation et les sociétés qui n'exportent pas à l'heure actuelle, mais que l'on peut encourager à devenir exportatrices, présentent un potentiel valant de huit à douze milliards de dollars. Le marché mondial des biens d'équipement comporte pour sa part des possibilités d'exportation d'environ 1,5 à 2,5 milliards. L'industrie canadienne possède les compétences et l'expérience nécessaires pour entreprendre de gros projets de biens d'équipement dans les secteurs des télécommunications, des transports, de l'énergie, des pâtes et papiers, des mines et du génie civil comme la construction d'autoroutes et de ponts.

Selon ce rapport, monsieur l'Orateur, le Canada pourrait accroître ses exportations de produits manufacturés dans une proportion de 10 à 14 milliards de dollars, à condition de faire preuve d'un peu d'imagination. A mon avis, c'est exactement cela que nous devrions faire. Au lieu de cela, cet après-midi, le ministre des Finances (M. MacEachen) s'est servi de son temps de parole uniquement pour attaquer et railler mon ami le député de Kamloops-Shuswap, qui avait eu le courage de parler avec optimisme et courage des années 80 et 90. Faut-il s'étonner ensuite si les Canadiens trouvent cette institution de moins en moins utile?

Je tiens à dire un mot d'un aspect du commerce qui suscite des difficultés et que notre pays devra aborder sous peu; c'est celui de la technologie de pointe, de la révolution technologique. C'est une révolution. Que mes collègues le comprennent bien, c'est une révolution qui va apporter des mutations très profondes dans le monde. Il est important que la Chambre examine ce qui se passe et s'assure que cette révolution devienne une révolution populaire et que nous, Canadiens, contrôlions les ordinateurs, les robots et les micro-circuits, et non pas l'inverse. Il importe que nous nous rendions compte de

ce qui se passe dans le monde, car tout se produit très rapidement. Quand je regarde autour de nous, je me rends compte que notre pays consacre moins d'argent et de moyens de recherche à l'effort de développement que les Italiens, et juste un peu plus que les Égyptiens, les Islandais ou les Irlandais. L'année dernière par exemple, le gouvernement fédéral a consacré 93 millions de dollars à la technologie de pointe, alors que les Japonais y ont consacré environ 2 milliards de dollars.

● (1620)

Dans notre pays, nous avons un chômage énorme; pourtant, nous connaissons une pénurie très importante de main-d'œuvre dans les professions spécialisées. Dans toutes les parties du Canada, y compris ma province, on peut voir qu'on manque de travailleurs spécialisés. A Ottawa, dans la circonscription du député de Nepean-Carleton (M. Baker), les ateliers et les fabriques d'ordinateurs sont en butte à une terrible pénurie de main-d'œuvre spécialisée.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Bravo!

**M. Nystrom:** Pourtant, il y a peu de gens chez nous qui font des études dans des écoles techniques ou dans des collèges de génie électrique. Le Japon a une population cinq fois supérieure à la nôtre. En 1981, les Japonais avaient 40 fois plus d'étudiants inscrits dans les écoles de génie électrique que nous. Quelles seront les répercussions de ce phénomène dans dix ou vingt ans? Qui construira le matériel? Qui construira les ordinateurs? Qui construira les avions modernes ainsi que les machines agricoles demandant des techniques nouvelles? Les Japonais ou les Canadiens? Les Américains, les Français ou les Canadiens? Manifestement, nous ratons le cadre. Les Japonais, avec la moitié de la population des Américains, ont deux fois plus de robots qu'eux. Dans la profession, on estime que d'ici à 1990, notre pays enregistrera un déficit de quelque 10 milliards de dollars uniquement pour le matériel informatique. Avec de telles preuves, il conviendrait que nous agissions à la Chambre pour bien nous rendre compte que la révolution est là, pour faire en sorte que nous puissions la maîtriser, car cette révolution touche les travailleurs de nos usines, par exemple, ceux des usines de textiles et de chaussures de Spadina, qui doivent voir quelles répercussions cette nouvelle technologie peut avoir sur eux.

Nous devons nous préoccuper de la sécurité sur le lieu de travail. Nous devons par exemple chercher à savoir si le niveau de radiation y est faible, ou si certaines nouvelles machines à écran cathodique présentent des dangers pour la santé ou font mal aux yeux. Il y a de nombreuses questions auxquelles nous n'avons pas répondu. Il est très important que le gouvernement mette sur pied un groupe d'étude, ou un comité de la Chambre, ou confie peut-être une mission plus particulière au ministre chargé de la technologie, pour qu'on fasse des propositions véritablement novatrices dans le domaine de la technologie de pointe. Ensuite, à l'avenir, quand nous disposerons de toute cette technologie et que nous ne pourrions pas arrêter le mouvement qui existe déjà ou qui se dessine, cette dernière sera humaine, elle sera faite pour les gens et les aidera. Elle nous procurera une plus grande richesse, favorisera la productivité, nous donnera davantage de temps libre, ce dont nous pourrions tirer parti pour le bien général de la nation tout entière.